

Appel des *Printemps du Droit*

Nous, acteurs ou observateurs du Droit -national, européen et international-, réunis à l'occasion de la troisième édition des *Printemps du Droit* à Paris, exprimons notre profonde inquiétude à la lecture de la lettre ouverte signée le 22 mai 2025 par neuf chefs de gouvernement d'États membres du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne qui traduit une volonté de remise en cause des droits humains.

Les projets européens -du Conseil de l'Europe à l'Union européenne- sont nés de l'impérieuse nécessité de sauvegarder, en toutes circonstances, l'égalité dignité de tous les êtres humains. Les logiques de déshumanisation qui ont dévasté l'Europe ressurgissent lorsque sont désignés au sein de la communauté humaine les amis et les ennemis, les bons et les mauvais. Il n'y a pas de « wrong people ». Il n'y a que des personnes.

C'est avec effroi que nous voyons ces logiques revendiquées aujourd'hui par des gouvernements d'États membres des deux Europe.

La valeur et le principe de l'égalité dignité sous-tendent les traditions constitutionnelles communes des États membres de l'Union européenne, la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et, avant elle, la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

La Cour européenne des droits de l'homme est l'un des piliers de la protection de ces valeurs communes. Elle est partie intégrante de l'État de droit en Europe. Son action constitue une garantie indispensable pour les droits humains et la démocratie.

L'ingérence institutionnelle organisée par des chefs de gouvernement et les pressions politiques qu'ils exercent sur une institution indépendante et impartiale, que les États ont précisément instaurée pour contrôler leur action, est intolérable.

Il ne faut pas s'y tromper : il ne s'agit pas d'un exercice légitime de critique des décisions judiciaires, mais d'une atteinte à l'indépendance de la Cour qui ne peut qu'affecter gravement son bon fonctionnement par la négation de tous les principes qui fondent et légitiment l'État de droit.

Nous appelons l'ensemble des institutions et acteurs nationaux, européens et internationaux à protéger fermement l'apport fragile mais irremplaçable de la Cour européenne des droits de l'homme.

Paris, mai 2025.

Signataires :

ALIX, Julie, Professeure de droit, Université Paris Nanterre.

ARROYO ZAPATERO, Luis, Président de la Société internationale de défense sociale, Recteur honoraire de l'Université de Castilla-La Mancha, Espagne.

BERNS, Thomas, Philosophe, Doyen de la Faculté de Philosophie et Sciences Sociales de l'Université Libre de Bruxelles.

BABA, Sébastien, Doctorant, ATER.

BOURGAIS, Jérémy, Enseignant-Chercheur.

BRUTUS, Guillaume, Citoyen européen.

CAHN, Olivier, Professeur de droit pénal, Université Paris Nanterre.

CANCIO MELIA, Manuel, Professeur de droit pénal à l'Université Autonome de Madrid.

COLACURCI, Marco, Chercheur en droit pénal, Université de Campanie (Italie).

COTTE, Bruno, Président de chambre honoraire de la chambre criminelle de la Cour de cassation (France), Ancien président de chambre de première instance à la Cour pénale internationale.

D'AMBROSIO, Luca, Chercheur associé à l'IREN (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne).

DARSONVILLE, Audrey, Professeur de droit pénal, Université Paris Nanterre.

DELAGE, Pierre-Jérôme, Professeur à l'Université de Nantes.

DI MARTINO, Alberto, Full professor of Criminal Law, Sant'Anna School of Advanced Studies, Pisa, Italy.

FRONZA, Emanuela, Professeure associée de droit pénal, Alma Mater Studiorum-Université de Bologne, Italie.

GIUDICELLI André, Professeur à l'Université de Corte.

GIUDICELLI Geneviève, Professeur émérite de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

GHINSBERG, Jean-Michel, Avocat Honoraire, Trésorier du fonds de dotation Second Souffle.

GREBENYUK, Iryna, Maître de conférences en droit privé et sciences criminelles à l'Université de Picardie Jules Verne.

GIRARD, Charlotte.

GUILLAUMOND, Robert, Docteur en droit. Avocat Honoraire (Barreau de Paris).

HE, Linxin, Professeur de droit privé et sciences criminelles à l'Université de Strasbourg.

IBRAHIM, Darine, Docteure en droit.

JEBBERGER, Florian, Professeur à la Faculté de Droit de l'Université Humboldt de Berlin

LAZERGES, Christine, Professeure émérite de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, ancienne présidente de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH).

LOCHAK, Danièle, Professeure émérite de droit public de l'université Paris Nanterre.

MARTIN-CHENUT, Kathia, Directrice de recherche au CNRS, membre de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme.

NIETO MARTÍN, Adán, Directeur de l'Instituto de Derecho penal europeo e internacional, Universidad de Castilla la Mancha.

PERRUSO, Camila, Maitresse de conférences, Université de Montpellier Paul-Valéry.

PETTITI, Laurent, Avocat au barreau de Paris.

PIETRI, Pauline, Étudiante en Master 2 Droit des communications électroniques.

ROTH, Robert, Professeur honoraire, Université de Genève.

SCOTTE, Manon, Doctorante en droit privé et sciences criminelles à l'Université de Lille.

SICURELLA, Rosaria, Professeur de droit pénal, Université de Catane.

SOTIS, Carlo, Directeur du Département des sciences juridiques, sociales et pédagogiques- DIKE à l'Université de la Tuscia, Italie.

TEITGEN-COLLY, Catherine, Professeure émérite de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

TULKENS, Françoise, Ancienne juge et vice-présidente de la Cour européenne des droits de l'homme, professeure émérite de l'Université catholique de Louvain.

TRICOT, Juliette, Enseignante-Chercheuse, Université Paris Nanterre.

VAILHE, Judith, Magistrat.

VITTI, Selena, Doctorante en droit pénal, Université Milano-Bicocca et Université de Münster.

ZEROUKI, Djoheur, Maîtresse de conférences HDR en droit privé et sciences criminelles, Université Jean Monnet Saint-Etienne.

ZIRULIA, Stefano, Professeur associé de droit pénal, Université de Milan.

Declaration of *Les Printemps du Droit*

We, practitioners and observers of national, European and international law, gathered for the third edition of *Les Printemps du Droit* in Paris, express our profound concern at the open letter signed on May 22, 2025 by nine heads of government of member states of the Council of Europe and the European Union, which reflects a clear intent to challenge human rights.

The European projects – from the Council of Europe to the European Union – were born of the urgent imperative to safeguard, in all circumstances, the equal dignity of all human beings. The dehumanizing logics that once ravaged Europe resurface whenever distinctions are drawn within the human community between friends and enemies, the worthy and the unworthy. There are no “wrong people.” There are only people.

It is with alarm that we witness these logics now openly espoused by governments of member states of both the European Union and the Council of Europe.

The value and principle of equal human dignity underpin the common constitutional traditions of the European Union’s member states, the Charter of Fundamental Rights of the European Union, and, prior to that, the European Convention on Human Rights.

The European Court of Human Rights is one of the key pillars safeguarding these shared values. It is an integral part of the Rule of Law in Europe, and its role is essential to the protection of human rights and democracy.

The institutional interference organized by heads of government, and the political pressure they exert on an independent and impartial institution – one that the states themselves specifically established to oversee their own actions – is intolerable.

Let us be clear: this is not a legitimate exercise in judicial critique. It is an attack on the independence of the Court – one that can only gravely impair its functioning by denying the very principles that ground and legitimize the Rule of Law.

We call upon all national, European and international institutions and actors to resolutely protect the fragile but irreplaceable contribution of the European Court of Human Rights.

Paris, May 2025.

Signatories :

ALIX, Julie, Professor of Law, University of Paris Nanterre.

ARROYO ZAPATERO, Luis, President of the International Society for Social Defense, Honorary Rector of the University of Castilla-La Mancha, Spain.

BERNS, Thomas, Philosopher, Dean of the Faculty of Philosophy and Social Sciences at the Université Libre de Bruxelles.

BABA, Sébastien, PhD student, ATER.

BOURGAIS, Jérémy, Lecturer and researcher.

BRUTUS, Guillaume, European citizen.

CAHN, Olivier, Professor of Criminal Law, University of Paris Nanterre.

CANCIO MELIA, Manuel, Professor of Criminal Law at the Autonomous University of Madrid.

COLACURCI, Marco, Criminal Law Researcher, University of Campania (Italy).

COTTE, Bruno, Honorary President of the Criminal Chamber of the Court of Cassation (France), Former President of the Trial Chamber of the International Criminal Court.

D'AMBROSIO, Luca, Associate Researcher at IREDIES (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne).

DARSONVILLE, Audrey, Professor of Criminal Law, University of Paris Nanterre.

DELAGE, Pierre-Jérôme, Professor at the University of Nantes.

DI MARTINO, Alberto, Full professor of Criminal Law, Sant'Anna School of Advanced Studies, Pisa, Italy.

FRONZA, Emanuela, Associate Professor of Criminal Law, Alma Mater Studiorum-University of Bologna, Italy.

GIUDICELLI André, Professor at the University of Corte.

GIUDICELLI Geneviève, Professor Emeritus, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

GHINSBERG, Jean-Michel, Honorary Lawyer, Treasurer of the Second Souffle endowment fund.

GREBENYUK, Iryna, Senior Lecturer in Private Law and Criminal Sciences at the University of Picardie Jules Verne.

GIRARD, Charlotte.

GUILLAUMOND, Robert, Doctor of Law. Honorary lawyer (Paris Bar).

HE, Linxin, Professor of Private Law and Criminal Sciences at the University of Strasbourg.

IBRAHIM, Darine, Doctor of Law.

JEBBERGER, Florian, Professor, Faculty of Law, Humboldt University Berlin

LAZERGES, Christine, Professor Emeritus at the University of Paris 1 Panthéon-Sorbonne, former President of the French National Consultative Commission on Human Rights (CNCDH).

LOCHAK, Danièle, Professor Emeritus of Public Law at the University of Paris Nanterre.

MARTIN-CHENUT, Kathia, Director of Research at the CNRS, member of the Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme.

NIETO MARTÍN, Adán, Director of the Instituto de Derecho penal europeo e internacional, Universidad de Castilla la Mancha.

PERRUSO, Camila, Associate Professor, Université de Montpellier Paul-Valéry.

PETTITI, Laurent, Member of the Paris Bar.

PIETRI, Pauline, Student in Master 2 Electronic Communications Law.

ROTH, Robert, Honorary Professor, University of Geneva.

SCOTTE, Manon, PhD candidate in private law and criminal sciences at the University of Lille.

SICURELLA, Rosaria, Professor of Criminal Law, University of Catania.

SOTIS, Carlo, Director of the Department of Legal, Social and Pedagogical Sciences - DIKE at the University of Tuscia, Italy.

TEITGEN-COLLY, Catherine, Professor Emeritus, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

TULKENS, Françoise, Former judge and vice-president of the European Court of Human Rights, Professor Emeritus at the Catholic University of Louvain.

TRICOT, Juliette, Lecturer and researcher, Université Paris Nanterre.

VAILHE, Judith, Magistrate.

VITTI, Selena, PhD in criminal law, Milano-Bicocca University and University of Münster.

ZEROUKI, Djoheur, Senior Lecturer in Private Law and Criminal Sciences, Université Jean Monnet Saint-Etienne.

ZIRULIA, Stefano, Associate Professor of Criminal Law, University of Milan.

Declaración de Les Printemps du Droit

Nosotros, actores y observadores del derecho en su dimensión nacional, europea e internacional, reunidos en la tercera edición de *Les Printemps du Droit* en París, expresamos nuestra profunda preocupación por la carta abierta firmada el 22 de mayo de 2025 por nueve jefes de gobierno de Estados miembros del Consejo de Europa y de la Unión Europea, que refleja una voluntad de poner discusión los derechos humanos.

Los proyectos europeos -desde el Consejo de Europa hasta la Unión Europea- nacieron de la necesidad imperiosa de salvaguardar, en cualquier circunstancia, la igual dignidad de todos los seres humanos. La lógica de deshumanización que asoló Europa resurge cuando se designa a amigos y enemigos, buenos y malos, dentro de la comunidad humana. No hay "wrong people". Sólo hay personas.

Nos asombra ver cómo los Gobiernos de los Estados miembros de ambas Europa, de la Union Europea y de la Corte Europea de los Derechos Humanos, afirman hoy estas lógicas.

El valor y el principio de la igualdad de dignidad sustentan las tradiciones constitucionales comunes de los Estados miembros de la Unión Europea, la Carta de los Derechos Fundamentales de la Unión Europea y, anteriormente, el Convenio Europeo para la Protección de los Derechos Humanos y de las Libertades Fundamentales.

El Tribunal Europeo de Derechos Humanos es uno de los pilares de la protección de estos valores compartidos. Es parte integrante del Estado de Derecho en Europa. Su actuación es una garantía indispensable de los derechos humanos y la democracia.

Es intolerable la injerencia institucional organizada por los jefes de gobierno y la presión política que ejercen sobre una institución independiente e imparcial, que los Estados han creado precisamente para controlar sus acciones.

No hay que equivocarse: no se trata de un ejercicio legítimo de crítica a las decisiones judiciales, sino de un ataque a la independencia del Tribunal que sólo puede afectar gravemente a su buen funcionamiento, negando todos los principios que sustentan y legitiman el Estado de Derecho.

Pedimos a todas las instituciones y actores nacionales, europeos e internacionales para que protejan firmemente la frágil pero insustituible contribución del Tribunal Europeo de Derechos Humanos.

París, mayo de 2025.

Firmantes :

ALIX, Julie, Catedrática de Derecho, Universidad de París Nanterre.

ARROYO ZAPATERO, Luis, Presidente de la Sociedad Internacional para la Defensa Social, Rector Honorario de la Universidad de Castilla-La Mancha, España.

BERNS, Thomas, Filósofo, Decano de la Facultad de Filosofía y Ciencias Sociales de la Universidad Libre de Bruselas.

BABA, Sébastien, Doctorando, ATER.

BOURGAIS, Jérémy, Profesor asociado.

BRUTUS, Guillaume, Ciudadano europeo.

CAHN, Olivier, Catedrático de Derecho Penal, Universidad de París Nanterre.

CANCIO MELIA, Manuel, Catedrático de Derecho Penal de la Universidad Autónoma de Madrid.

COLACURCI, Marco, Investigador en Derecho Penal, Universidad de Campania (Italia).

COTTE, Bruno, Presidente Honorario de la Sala de lo Penal del Tribunal de Casación (Francia), Ex Presidente de la Sala de Primera Instancia de la Corte Penal Internacional.

D'AMBROSIO, Luca, Investigador asociado en el IREDIES (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne).

DARSONVILLE, Audrey, Catedrática de Derecho Penal, Universidad de París Nanterre.

DELAGE, Pierre-Jérôme, Catedrático de la Universidad de Nantes.

DI MARTINO, Alberto, Profesor titular de Lao Penal, Escuela de Estudios Avanzados Sant'Anna, Pisa, Italia.

FRONZA, Emanuela, Profesora asociada de Derecho penal, Alma Mater Studiorum-Universidad de Bolonia, Italia.

GIUDICELLI André, Catedrático de la Universidad de Corte.

GIUDICELLI Geneviève, Catedrática emérita de la Universidad de París 1 Panthéon-Sorbonne.

GHINSBERG, Jean-Michel, Abogado Honorario, Tesorero del Fondo de Dotación del Segundo Soufflé.

GREBENYUK, Iryna, Profesora asociada de Derecho Privado y Ciencias Penales en la Universidad de Picardie Jules Verne.

GIRARD, Charlotte.

GUILLAUMOND, Robert, Doctor en Derecho. Abogado honorario (Colegio de París).

HE, Linxin, Catedrático de Derecho Privado y Ciencias Penales en la Universidad de Estrasburgo.

IBRAHIM, Darine, Doctor en Derecho.

JEBBERGER, Florian, Catedrático de la Facultad de Derecho de la Universidad Humboldt de Berlín

LAZERGES, Christine, Catedrática emérita de la Universidad de París 1 Panthéon-Sorbonne, ex Presidenta de la Comisión Nacional Consultiva de Derechos Humanos (CNCDH).

LOCHAK, Danièle, Catedrática Emérita de Derecho Público en la Universidad de París Nanterre.

MARTIN-CHENUT, Kathia, Directora de Investigación en el CNRS, miembro de la Comisión Nacional Consultiva de Derechos Humanos.

NIETO MARTÍN, Adán, Director del Instituto de Derecho penal europeo e internacional, Universidad de Castilla la Mancha.

PERRUSO, Camila, Profesora asociada, Universidad de Montpellier Paul-Valéry.

PETTITI, Laurent, Abogado de París.

PIETRI, Pauline, Estudiante en el Master 2 Derecho de las Comunicaciones Electrónicas.

ROTH, Robert, Catedrático Honorario de la Universidad de Ginebra.

SCOTTE, Manon, Doctoranda en derecho privado y ciencias penales en la Universidad de Lille.

SICURELLA, Rosaria, Catedrática de Derecho Penal, Universidad de Catania.

SOTIS, Carlo, Director del Departamento de Ciencias Jurídicas, Sociales y de la Educación - DIKE de la Universidad de Tuscia, Italia.

TEITGEN-COLLY, Catherine, Catedrática emérita de la Universidad de París 1 Panthéon-Sorbonne.

TULKENS, Françoise, Ex Juez y Vice Presidenta del Tribunal Europeo de Derechos Humanos, Profesora emérita de la Universidad Católica de Lovaina.

TRICOT, Juliette, Profesora asociada, Université Paris Nanterre.

VAILHE, Judith, Magistrada.

VITTI, Selena, Doctoranda en Derecho penal, Universidad de Milano-Bicocca y Universidad de Münster.

ZEROUKI, Djoheur, Profesora asociada de Derecho Privado y Ciencias Penales, Universidad Jean Monnet Saint-Etienne.

ZIRULIA, Stefano, Profesor asociado de Derecho penal, Universidad de Milán.

Dichiarazione de *Les Printemps du Droit*

Noi, operatori e osservatori del diritto nella sua dimensione nazionale, europea e internazionale, riuniti per la terza edizione de *Les Printemps du Droit* a Parigi, esprimiamo la nostra profonda preoccupazione per la lettera aperta firmata il 22 maggio 2025 da nove capi di governo di Stati membri del Consiglio d'Europa e dell'Unione Europea, che riflette la volontà di mettere in discussione i diritti umani.

I progetti europei - dal Consiglio d'Europa all'Unione Europea - sono nati dalla necessità imperativa di salvaguardare, in ogni circostanza, la pari dignità di tutti gli esseri umani. La logica della disumanizzazione che ha devastato l'Europa riemerge quando si designano amici e nemici, buoni e cattivi, all'interno della comunità umana. Non esistono "persone sbagliate". Ci sono solo persone.

Siamo allarmati dal vedere che queste logiche sono oggi affermate dai governi degli Stati che sono parte dell'Europa facente capo all'Unione Europea e alla Corte Europea dei Diritti Umani.

Il valore e il principio della pari dignità sono alla base delle tradizioni costituzionali comuni degli Stati membri dell'Unione europea, della Carta dei diritti fondamentali dell'Unione Europea e, prima ancora, della Convenzione europea per la salvaguardia dei diritti dell'uomo e delle libertà fondamentali.

La Corte europea dei diritti Umani è uno dei pilastri della protezione di questi valori condivisi. È parte integrante dello Stato di diritto in Europa. La sua azione è una garanzia indispensabile per i diritti umani e la democrazia.

L'interferenza istituzionale organizzata dai capi di governo e la pressione politica che esercitano su un'istituzione indipendente e imparziale, che gli Stati hanno creato proprio per monitorare le loro azioni, è intollerabile.

Occorre non equivocarsi: non si tratta di un esercizio legittimo di critica delle decisioni giudiziarie, ma di un attacco all'indipendenza della Corte Europea che può soltanto compromettere seriamente il suo corretto funzionamento, negando tutti i principi che sostengono e legittimano lo Stato di diritto.

Chiediamo a tutte le istituzioni e agli attori nazionali, europei e internazionali di proteggere con fermezza il fragile, ma insostituibile contributo della Corte europea dei diritti umani.

Parigi, maggio 2025.

Firmatari :

ALIX, Julie, Professore ordinario di diritto, Università di Parigi Nanterre.

ARROYO ZAPATERO, Luis, Presidente della Società Internazionale di Difesa Sociale, Rettore onorario dell'Università di Castilla-La Mancha, Spagna.

BERNS, Thomas, Filosofo, Decano della Facoltà di Filosofia e Scienze Sociali dell'Università Libera di Bruxelles.

BABA, Sébastien, Dottorando, ATER.

BOURGAIS, Jérémy, Professore associato.

BRUTUS, Guillaume, Cittadino europeo.

CAHN, Olivier, Professore ordinario di diritto penale, Università di Parigi Nanterre.

CANCIO MELIA, Manuel, Professore ordinario di diritto penale presso l'Università Autonoma di Madrid.

COLACURCI, Marco, Ricercatore in diritto penale, Università degli Studi della Campania "Luca Bagnolo", Napoli (Italia).

COTTE, Bruno, Presidente onorario della Camera Penale della Corte di Cassazione (Francia), ex Presidente della Camera Penale della Corte Penale Internazionale.

D'AMBROSIO, Luca, Ricercatore associato presso l'IREDIES (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne).

DARSONVILLE, Audrey, Professore ordinario di diritto penale, Université di Parigi Nanterre.

DELAGE, Pierre-Jérôme, Professore ordinario all'Università di Nantes.

DI MARTINO, Alberto, Professore ordinario di Diritto penale, Scuola Superiore Sant'Anna, Pisa, Italia.

FRONZA, Emanuela, Professore associato di Diritto penale, Alma Mater Studiorum-Università di Bologna, Italia.

GIUDICELLI André, Professore ordinario all'Università di Corte.

GIUDICELLI Geneviève, Professore ordinario emerito all'Università di Parigi 1 Panthéon-Sorbonne.

GHINSBERG, Jean-Michel, Avvocato onorario, tesoriere del fondo di dotazione del Second Souffle.

GREBENYUK, Iryna, Professore Associato di diritto privato e scienze penali presso l'Università della Piccardia Jules Verne.

GIRARD, Charlotte.

GUILLAUMOND, Robert, Dottore in giurisprudenza. Avvocato onorario (foro di Parigi).

HE, Linxin, Professore ordinario di diritto privato e scienze penali all'Università di Strasburgo.

IBRAHIM, Darine, Dottore in legge.

JEBBERGER, Florian, Professore ordinario presso la Facoltà di Giurisprudenza dell'Università Humboldt di Berlino

LAZERGES, Christine, Professore ordinario emerito dell'Università di Parigi 1 Panthéon-Sorbonne, ex presidente della Commissione consultiva nazionale per i diritti umani (CNCDH).

LOCHAK, Danièle, Professore ordinario emerito di diritto pubblico all'Università di Parigi Nanterre.

MARTIN-CHENUT, Kathia, Direttrice di ricerca presso il CNRS, membro della Commissione consultiva nazionale per i diritti umani.

NIETO MARTÍN, Adán, Direttore dell'Instituto de Derecho penal europeo e internacional, Universidad de Castilla la Mancha.

PERRUSO, Camila, Docente, Université di Montpellier Paul-Valéry.

PETTITI, Laurent, Membro del foro di Parigi.

PIETRI, Pauline, Studente del Master 2 in Diritto delle comunicazioni elettroniche.

ROTH, Robert, Professore onorario dell'Università di Ginevra.

SCOTTE, Manon, Dottoranda in diritto privato e scienze penali all'Università di Lille.

SICURELLA, Rosaria, Professore ordinario di Diritto penale, Università di Catania.

SOTIS, Carlo, Direttore del Dipartimento di Scienze Giuridiche, Sociali ed Educative - DIKE dell'Università della Tuscia, Italia.

TEITGEN-COLLY, Catherine, Professore ordinario emerito all'Università di Parigi 1 Panthéon-Sorbonne.

TULKENS, Françoise, Ex giudice e vicepresidente della Corte europea dei diritti dell'uomo, professore emerito dell'Università Cattolica di Lovanio.

TRICOT, Juliette, Professore associato, Université Paris Nanterre.

VAILHE, Judith, Magistrato.

VITTI, Selena, Dottoranda in diritto penale, Università di Milano-Bicocca e Università di Münster.

ZEROUKI, Djoheur, Professore associato di diritto privato e scienze penali, Université Jean Monnet di Saint-Etienne.

ZIRULIA, Stefano, Professore associato di Diritto penale, Università degli Studi di Milano.